

Macron promet aux étudiants qu'ils pourront aller un jour par semaine à l'université

Saclay, 21 janv. 2021 (AFP) -

Emmanuel Macron a répondu jeudi à la détresse des étudiants face à la crise sanitaire en annonçant que ceux qui le souhaitent pourraient bientôt retourner suivre des cours en présentiel, un jour par semaine à l'université, et que tous auraient accès à deux repas par jour à un euro.

Au cours d'un échange avec des étudiants à l'université de Paris-Saclay (Essonne), le chef de l'Etat a écouté les jeunes lui faire part de leur mal-être: "J'ai 18 ans, je trouve que c'est dur pour un étudiant d'être 6 heures par jour face à un écran", lui a dit l'une d'elle.

Face à ce ras-le-bol, le chef de l'Etat a souhaité accélérer le calendrier de reprise "en présentiel", et ce en dépit d'une situation épidémique qui ne montre pas de signes d'accalmie.

"Un étudiant doit avoir les mêmes droits qu'un salarié (...) S'il en a besoin, il doit pouvoir revenir à l'université un jour par semaine" dans des amphis avec une jauge maximum de 20%, a-t-il dit.

Il a consenti que cette nouvelle organisation serait "assez compliquée à gérer" mais a fait appel au "pragmatisme" de chaque université pour qu'elle soit mise en oeuvre rapidement.

Jusqu'à présent, le Premier ministre Jean Castex avait annoncé que les premières années pourraient reprendre par demi-groupes les travaux dirigés en présentiel à partir du 25 janvier. La mesure devait s'étendre ensuite progressivement aux autres niveaux, en fonction de l'évolution de la situation sanitaire.

Désormais, tous les niveaux sont concernés par une reprise. Mais en comptant les premières années, les universités ne pourront pas accueillir plus de 20% des effectifs totaux chaque jour, a précisé une source gouvernementale. Aux établissements de s'organiser pour adapter les emplois du temps si besoin.

Privés depuis plus de deux mois de cours en "présentiel", contrairement aux élèves des lycées, des classes prépa ou des BTS, de nombreux étudiants éprouvent un sentiment d'injustice.

"Un jour par semaine, ce n'est pas du tout suffisant, nous ce qu'on veut c'est une reprise une semaine sur deux, comme on faisait avant", a réagi Chloé, 23 ans, en master de droit à Lyon, qui participait jeudi à la manifestation étudiante.

Mercredi, des centaines de jeunes étaient déjà descendus dans la rue à travers la France pour exprimer leur lassitude.

- "Chèque psy" -

M. Macron a aussi souhaité apporter des réponses aux difficultés économiques rencontrées par un nombre croissant d'étudiants.

"On est plus d'un à avoir des difficultés à manger à la fin du mois", l'a interpellé l'un d'eux, présent à Saclay.

Le chef de l'Etat a promis que tous pourraient avoir accès à deux repas par jour pour le prix d'un euro le repas dans les restos U, qui restent actuellement ouverts avec des repas à emporter.

Depuis la rentrée de septembre, les Crous avaient mis en place un repas par jour à un euro (contre 3,30 euros normalement) mais pour les boursiers uniquement.

"On travaille pour ce que soit effectif très vite, dès lundi", a-t-on précisé de source gouvernementale.

"Les deux repas c'est une très bonne chose mais il faut que ce soit une mesure pérenne, qui survive après le Covid", a estimé Esteban, 20 ans, en deuxième année de licence à Lyon.

Emmanuel Macron a aussi rappelé le déploiement prévu de 20.000 emplois étudiants pour des missions de tutorat dans les universités.

Face à la détresse psychologique qui semble gagner de plus en plus de jeunes, il a confirmé la création d'un "chèque psy" qui permettra de pouvoir consulter un psychologue et suivre des soins.

Ce chèque devra "permettre à tous les jeunes qui en ont besoin d'accéder beaucoup plus facilement, et avec une prise en charge, à un professionnel - psychologue, psychiatre -", a expliqué le chef de l'Etat. L'Elysée a précisé à l'AFP qu'il concernera à partir du 1er février "tous les étudiants qui le souhaitent". Son montant total n'a pas été



PAYS :France
SURFACE :113 %
PERIODICITE :Quotidien



► 21 janvier 2021 - Edition Fil Gen

précisé mais il couvrira "un certain nombre" de consultations, estimées "entre 30 et 40 euros" l'unité, selon une source gouvernementale.

Ces annonces étaient saluées jeudi soir par la conférence des présidents d'université: "Ce sont des perspectives de moyen terme, qui peuvent ouvrir un horizon plus stable pour les étudiantes et les étudiants sur le semestre en cours".

"Le retour à la normalité ne se fera pas avant le premier semestre de l'année prochaine", a prévenu le chef de l'Etat en conclusion. "Les prochaines semaines, je vais être honnête avec vous, vont être assez dures."

leb-jri-asm-ito/tib/bat

Afp le 21 janv. 21 à 17 32.